

# Marie-Martine Schyns

## “Moi, j’ai bossé tout l’été”

La ministre de l’Éducation lance la rentrée scolaire. Le Pacte d’excellence, lui, est désormais en deuxième année. Oui, il a pris un peu de retard. Mais c’était pour que les écoles puissent prendre le train en marche.

Interview:  
Catherine  
Ernens

Une tablette de chocolat noir à l’orange, une pomme et deux peluches de chaton glissées dans son sac à main par ses filles qui ont 8 et 10 ans... La ministre de l’Enseignement est parée pour la rentrée. Dans son grand bureau clair, Marie-Martine Schyns a épinglé des dizaines de dessins de ses enfants sur un grand tableau. Elle montre du doigt une œuvre réalisée au sein d’une école spécialisée de Mont-sur-Marchienne. Elle l’aime beaucoup. Elle rit de la photo de vache qu’elle a posée sur le radiateur devant les grandes fenêtres offrant une vue imprenable sur Bruxelles depuis la place Surllet de Chokier. Elle ouvre son laptop, cligne des yeux, jette un œil au tableau qui récapitule les échéances du Pacte d’excellence et se lance.

**Le Pacte d’excellence a pris beaucoup de retard. Cela devient inquiétant...**

MARIE-MARTINE SCHYNS - Non. Le Pacte d’excellence est un train et il est sur les rails

depuis un an. Il y a une locomotive: l’accord que les acteurs ont construit. Les wagons, eux, sont accrochés un à un. Certains n’arriveront d’ailleurs que sous la prochaine législature. Nouveauté de cette rentrée: les aménagements raisonnables pour les élèves à besoins spécifiques. Des fiches outils ont été créées. En cas de diagnostic

**On va valoriser l’ancienneté de ceux qui voudraient enseigner après une autre carrière.**

posé par un spécialiste, les parents pourront demander des aménagements à l’école et introduire un recours si rien n’est fait.

**Les plans de pilotage devaient eux aussi arriver...**

Ils arrivent. Les écoles vont recevoir des moyens humains pour organiser des remédiations. Elles auront plus d’enseignants que le nombre de classes à certains moments et pourront s’organiser comme elles voudront: des groupes plus spécifiques, des accompagnements individualisés. On a voulu voter les textes qui amendaient ces plans en juillet. Le MR a tout bloqué et envoyé au Conseil d’État qui a remis un avis qui n’est pas tendre. Mais je suis confiante. Le vote sera positif. Le projet a été concerté avec tous les acteurs. Les syndicats ont discuté et rediscuté. Les modifications vont permettre aux écoles de cibler leurs priorités dans le pilotage.

**N’est-ce pas néanmoins une rentrée sous haute tension?**

Pourquoi? J’ai rencontré cet été de multiples acteurs et tout va bien. Les directeurs d’école ont maintenant jusqu’à avril pour construire leur plan de pilotage. Ils ont reçu plus de temps, ce n’est pas du retard. En attendant, du temps, ils en gagneront grâce à la fiche signalétique qu’ils ont reçue sur leur école et qui leur livre toutes les clés et données sur leur propre établissement. Tout est dans une appli, qui remplace un tas de formulaires à remplir.

**L’état se resserre. Les parents veulent voir les résultats du Pacte...**

Le Parlement rentre bien plus tôt que d’habitude pour voter les textes. En attendant, on nomme des puéricultrices et on stabilise des psychomotriciens

en maternelle. Les certifications par unité dans le qualifiant permettent de valider des compétences des élèves plutôt que de travailler par année scolaire. Les secteurs sont demandeurs de nouveaux profils étalés sur trois ans. Quant aux pénuries de profs dans certaines écoles, zones ou disciplines, j'ai bossé tout l'été. Dix propositions sont sur la table.

#### **Qu'allez-vous faire pour lutter contre la pénurie de profs?**

On va valoriser l'ancienneté de personnes qui voudraient devenir enseignants après une autre carrière. On va aussi créer des pools d'enseignants dans lesquels des jeunes seront engagés pour un an, avec une sécurité d'emploi, et pourront remplacer les absences au cas par cas. C'est la proposition de la CSC, d'Eugène Ernst. Je vais me battre pour ça. On a bien un enseignant devant chaque classe à la rentrée, mais les problèmes arrivent en novembre. Pour trouver une solution, une seule mesure ne suffit pas. Il faut une combinaison. Mais on arrive avec une stratégie pénurie pour cette année.

#### **Le grand débat porte sur les référentiels, ces compétences que les élèves devront tous acquérir...**

On en discute encore. Tout sera prêt en 2020, comme prévu. Cela entrera alors en vigueur pour les enfants de 3 à 8 ans. Le Pacte est progressif. Cela tracasse les mêmes qui ne voudraient pas d'un pacte qui serait un couperet.

#### **La question à 200 euros de la rentrée, c'est la gratuité scolaire qui est toujours un mirage...**

C'est en cours. On doit encore débattre des voyages scolaires. Et imposer ça en été, c'était trop tard pour exiger des écoles d'acheter pour cette rentrée toutes les fournitures des maternelles. Le budget était pourtant prévu. Ce sera pour la prochaine rentrée. Et pour les primaires, la gratuité se fera sous la prochaine législature. Les acteurs du Pacte ont été ambitieux. Ils l'ont aussi été dans les délais.

#### **Ce Pacte, c'est celui de la dernière chance?**

C'est en tout cas une prise de conscience de nos écoles. Elles doivent bouger. Et le Pacte avance contrairement à ce que certains disent. Mais nous respectons le temps scolaire. On ne pouvait pas lancer ça en juin-juillet. On va le faire à un moment qui s'intègre dans le calendrier scolaire.

#### **En attendant, les enfants essuient toujours les plâtres de la grande réforme du décret inscription...**

On doit continuer à créer des places. L'objectif, c'est que chaque enfant puisse aller dans l'école de son choix. Mais cette année, on avait 2.000 élèves en plus à inscrire. Cela fait trois ans qu'on lance des appels à projets pour créer de nouvelles écoles. L'an prochain quatre ouvriront, peut-être cinq. À Evere, Genval, Haren, Forest et peut-être Anderlecht.

#### **Le décret ne reste-t-il pas injuste?**

Certains critères paraissent injustes aux yeux des parents. Mais le Parlement n'a rien voulu entendre par rapport aux modifications que je voulais apporter. Il faudra régler ça sous la prochaine législature. ✖